

La Banque Laurentienne déclare ses résultats du troisième trimestre

Faits saillants du troisième trimestre 2014

- Informations financières comme présentées et sur une base ajustée pour le troisième trimestre 2014 :
 - Résultat net de 40,1 millions \$
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 11,2 %
 - Résultat dilué par action de 1,27 \$
 - Résultat net ajusté de 42,4 millions \$, une augmentation de 10 %
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté de 11,9 %
 - Résultat dilué par action ajusté de 1,35 \$, en hausse de 6 %
- Levier d'exploitation ajusté positif séquentiel de 2,0 %
- Portefeuille de prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, en hausse de 16 % d'un exercice à l'autre
- Solide performance au chapitre du crédit, avec un niveau toujours bas de pertes sur prêts de 10,5 millions \$

MONTRÉAL, le 28 août 2014 /CNW Telbec/ - La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net ajusté de 42,4 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,35 \$, pour le troisième trimestre 2014, comparativement à un résultat net ajusté de 38,5 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,27 \$, pour la période correspondante de 2013, soit une augmentation de 10 % et de 6 % respectivement. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 11,9 % pour le troisième trimestre 2014, par rapport à 12,0 % pour la période correspondante de 2013. Compte tenu des éléments d'ajustement¹, le résultat net a totalisé 40,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,27 \$, pour le troisième trimestre 2014, comparativement à un résultat net de 27,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,86 \$, pour le troisième trimestre 2013. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 11,2 % pour le troisième trimestre 2014, par rapport à 8,1 % pour la période correspondante de 2013.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, le résultat net ajusté a totalisé 121,0 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 3,92 \$, par rapport à un résultat net ajusté de 116,9 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 3,81 \$, en 2013. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 11,8 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, par rapport à 12,2 % pour la période correspondante de 2013. Compte tenu des éléments d'ajustement, le résultat net s'est établi à 106,6 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,42 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, comparativement à 93,6 millions \$, ou un résultat dilué par action de 2,99 \$, pour la période correspondante de 2013. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 10,3 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, par rapport à 9,6 % pour la période correspondante de 2013.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque pour le troisième trimestre 2014, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Nous avons continué d'enregistrer de solides résultats pour nos principales activités au cours du trimestre et poursuivi nos efforts ciblés pour améliorer l'efficacité et maximiser le levier d'exploitation. Dans un contexte de ralentissement de la demande de prêts à la consommation et de compression des marges, notre contrôle rigoureux des coûts et la qualité de crédit constante du portefeuille de prêts ont contribué à la bonne performance pour le trimestre. »

M. Robitaille a ajouté : « Nous avons maintenu l'accent sur le développement d'activités commerciales à marge plus élevée, comme en témoigne la croissance de 16 % de notre portefeuille de prêts commerciaux. Dans l'avenir, nous continuerons de faire croître les revenus tirés de sources non sensibles aux taux d'intérêt pour stimuler la croissance rentable des revenus. Dans notre secteur d'activité B2B Banque, la plupart des synergies de coûts liées aux entreprises que nous avons acquises étant réalisées, nos efforts passent de l'intégration au développement des affaires. Nous maintenons notre engagement à dégager de la valeur pour nos actionnaires et nous nous efforçons d'améliorer sans cesse nos activités et de générer une croissance durable de notre rentabilité dans chacun de nos secteurs d'activité. »

¹ Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait aux avantages attendus de l'acquisition de la Compagnie de Fiducie AGF¹ (Fiducie AGF) et aux déclarations de la Banque à l'égard de l'augmentation du résultat par suite de cette transaction, ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, la possibilité que les synergies ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de B2B Banque ou de ceux de la Fiducie AGF relativement à la transaction; et le fait que la direction doit consacrer beaucoup de temps aux questions relatives aux acquisitions.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

¹ La Fiducie AGF a été fusionnée avec B2B Banque en date du 1^{er} septembre 2013.

Faits saillants ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES				POUR LES NEUF MOIS CLOS			
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	VARIATIO N	31 JUILLET 2013	VARIATIO N	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013	VAI
Rentabilité								
Revenu total	219 645 \$	216 890 \$	1 %	221 042 \$	(1) %	652 644 \$	649 806 \$	
Résultat net	40 097 \$	30 989 \$	29 %	26 984 \$	49 %	106 611 \$	93 611 \$	
Résultat dilué par action	1,27 \$	0,99 \$	28 %	0,86 \$	48 %	3,42 \$	2,99 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[2]	11,2 %	9,2 %		8,1 %		10,3 %	9,6 %	
Marge nette d'intérêt ^[2]	1,65 %	1,68 %		1,68 %		1,66 %	1,66 %	
Ratio d'efficacité ^[2]	71,0 %	73,7 %		79,9 %		72,8 %	77,2 %	
Levier d'exploitation ^{[2] [3]}	3,7 %	(0,1) %		(6,4) %		5,7 %	n. s.	
Par action ordinaire								
Cours de l'action								
Haut	51,92 \$	47,54 \$		45,75 \$		51,92 \$	45,97 \$	
Bas	46,73 \$	45,00 \$		42,41 \$		44,34 \$	42,41 \$	
Clôture	51,55 \$	47,08 \$	9 %	45,05 \$	14 %	51,55 \$	45,05 \$	

Ratio cours / résultat (quatre derniers trimestres) ^[4]	12,2x	12,3x		n. s.		12,2x	n. s.
Valeur comptable ^[2]	45,10 \$	44,61 \$	1%	42,60 \$	6%	45,10 \$	42,60 \$
Ratio cours / valeur comptable ^[2]	114%	106%		106%		114%	106%
Dividendes déclarés	0,52 \$	0,51 \$	2%	0,50 \$	4%	1,54 \$	1,48 \$
Rendement de l'action ^[2]	4,0%	4,3%		4,4%		4,0%	4,4%
Ratio du dividende versé ^[2]	40,9%	51,3%		58,0%		45,0%	49,5%

Mesures financières ajustées

Résultat net ajusté ^[2]	42 355 \$	39 375 \$	8%	38 547 \$	10%	120 991 \$	116 910 \$
Résultat dilué par action ajusté ^[2]	1,35 \$	1,29 \$	5%	1,27 \$	6%	3,92 \$	3,81 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^[2]	11,9%	11,9%		12,0%		11,8%	12,2%
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	70,3%	71,7%		73,3%		71,3%	72,8%
Levier d'exploitation ajusté ^{[2] [3]}	2,0%	0,2%		(1,4)%		2,1%	n. s.
Ratio du dividende versé ajusté ^[2]	38,6%	39,6%		39,4%		39,2%	38,8%

Situation financière (en millions de dollars canadiens)

Actif au bilan	34 328 \$	34 261 \$	—%	33 758 \$	2%
Prêts et acceptations	27 275 \$	27 233 \$	—%	27 189 \$	—%
Dépôts	24 213 \$	23 759 \$	2%	23 866 \$	1%

Ratio de fonds propres réglementaires selon Bâle III — base « tout compris » ^[5]

Catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	7,7%	7,6%		7,5%
Catégorie 1	9,3%	10,0%		9,0%
Total	12,4%	13,3%		12,6%

Autres renseignements

Nombre d'employés en équivalent temps plein	3 740	3 764		4 289
Nombre de succursales	152	153		153
Nombre de guichets automatiques	420	423		422

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a modifié sa définition de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui est maintenant mieux alignée sur les exigences réglementaires. Les mesures financières de valeur comptable par action ordinaire et de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour 2013 ont été modifiées en conséquence.

[3] Les taux de croissance trimestriels sont calculés de façon séquentielle. Le levier d'exploitation pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013 est non significatif, car les résultats de 2012 n'ont pas été retraités pour tenir compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

[4] Les ratios cours / résultat pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 sont non significatifs, car les résultats de 2012 n'ont pas été retraités pour tenir compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

[5] Les ratios de fonds propres réglementaires pour 2013 sont présentés comme déposés auprès du BSIF et n'ont pas été ajustés pour tenir compte de l'incidence de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

Revue des faits saillants

Particuliers et Entreprises — Les **services aux entreprises** continuent de générer une forte croissance. Le portefeuille de prêts commerciaux a augmenté de 16 % d'un exercice à l'autre, et les prêts hypothécaires commerciaux ont affiché une croissance de 9 %, compte non tenu de la vente de prêts hypothécaires commerciaux de 102 millions \$ au deuxième trimestre 2014. Le service de crédit-bail et de financement d'équipements, mis sur pied il y a seulement deux trimestres, observe une augmentation du nombre d'autorisations de crédit et commence à établir un solide carnet de commandes. Les services aux entreprises continuent de se positionner comme l'un des moteurs de la croissance de la Banque. — Les **services aux particuliers** se concentrent de plus en plus sur l'offre de services de gestion de patrimoine, en mettant l'accent sur les produits d'investissement tels que les dépôts et les fonds communs de placement. Pour répondre au besoin des clients pour un service plus convivial et de meilleure qualité, et pour améliorer cette offre, les heures d'ouverture des services-conseils ont récemment été prolongées. De plus, les services de gestion de patrimoine poursuivent leur lancée, les revenus tirés des ventes de fonds communs de placement ayant augmenté de 29 % au troisième trimestre 2014 par rapport à l'exercice précédent.

B2B Banque concentre son attention sur le développement des affaires, maintenant que les intégrations sont presque terminées. Grâce à une contribution des nouvelles solutions hypothécaires alternatives et bonifiées, qui ont été lancées avec succès à la fin du dernier trimestre, les prêts hypothécaires ont augmenté séquentiellement de 2 % ou de 8 % sur une base annualisée. B2B Banque est bien positionnée sur le marché des prêts hypothécaires, puisqu'elle offre l'une des gammes de produits les plus complètes au Canada.

Le fait que **Valeurs mobilières Banque Laurentienne** se concentre sur le marché des titres de sociétés à petite capitalisation porte ses fruits. Au cours du trimestre, les frais de souscription liés aux titres de sociétés à petite capitalisation ont augmenté de façon importante. Le vaste service de recherche de VMBL, y compris dans les secteurs comme la technologie, les métaux de base, les produits industriels et les soins de santé, devrait aider à propulser les occasions de prestation de services de banque d'investissement.

Le soutien de l'ensemble des activités de la Banque demande une solide capitalisation. Après avoir émis 125 millions \$ en actions privilégiées au deuxième trimestre, les actions privilégiées, série 10 d'un montant de 110 millions \$ ont été rachetées en totalité le 15 juin 2014. La gestion du capital proactive de la Banque vise à optimiser le capital pour toutes les parties prenantes.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2014, ainsi que de sa performance au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos à cette date. Le présent rapport de gestion, daté du 28 août 2014, doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2014, préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Le rapport annuel 2013 de la Banque fournit des informations supplémentaires relatives à des sujets tels que la gestion des risques, les estimations et les méthodes comptables critiques et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Adoption de la norme comptable IFRS modifiée relative aux avantages du personnel

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a adopté les modifications à la Norme internationale d'information financière (IFRS) relative aux avantages du personnel, qui exige le retraitement de l'information comparative et des mesures financières de 2013 de la Banque. Des informations additionnelles sur l'incidence de l'adoption figurent également dans les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et dans les informations supplémentaires présentées pour le troisième trimestre 2014.

Perspectives économiques

La croissance économique en Amérique du Nord s'est accélérée cet été, les États-Unis en tête et malgré l'escalade des tensions géopolitiques. Par conséquent, la Réserve fédérale devrait mettre un terme à son programme conciliant d'achat d'actifs cet automne, faisant graduellement germer l'idée d'une légère hausse de son taux directeur au deuxième semestre de 2015.

Alors que l'écart entre la performance économique de l'Ouest canadien et celle du reste du pays persiste, l'amélioration de la demande des États-Unis et la dépréciation de la monnaie profitent à un nombre de plus en plus élevé de secteurs. Pour leur part, l'activité économique et l'embauche au Canada devraient croître à un rythme légèrement plus rapide pour le reste de l'exercice et au courant de 2015, ce qui devrait avantager les prêts aux particuliers et aux entreprises. À mesure que ces conditions se réalisent, la Banque du Canada pourrait commencer à augmenter son taux directeur d'ici la fin de 2015. Dans le secteur de l'habitation, les activités de construction résidentielle se sont stabilisées cet été à un rythme cohérent avec l'évolution démographique, alors que le marché de la revente semble être plus équilibré, les prix augmentant en général à un rythme lent à modéré. Étant donné que les taux d'intérêt devraient demeurer historiquement bas, tout indique un atterrissage en douceur pour le secteur de

l'habitation canadien.

Performance financière 2014

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction pour l'exercice 2014, ainsi que la performance de la Banque jusqu'à maintenant. Ces objectifs financiers sont fondés sur les hypothèses présentées à la page 21 du rapport annuel 2013 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tiennent pas compte des éléments d'ajustement¹.

OBJECTIFS FINANCIERS 2014 [1]

	OBJECTIFS DE 2014	POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 JUILLET 2014
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	10,5 % à 12,5 %	11,8 %
Résultat net ajusté — annuel (en millions de dollars)	145,0 \$ à 165,0 \$	121,0 \$
Ratio d'efficacité ajusté	72,5 % à 69,5 %	71,3 %
Levier d'exploitation ajusté [2]	Positif	2,1 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires — base« tout compris »	> 7,0 %	7,7 %

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Aux fins du calcul des données correspondant aux objectifs de 2014, les taux de croissance depuis le début de l'exercice sont calculés d'un exercice à l'autre (c'est-à-dire les taux de la période considérée par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent).

D'après les résultats de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 et les prévisions actuelles, la direction croit que la Banque est en voie d'atteindre ses objectifs, à l'intérieur des limites définies au début de l'exercice. Dans un contexte de faible croissance des revenus, un contrôle rigoureux des dépenses, la solide qualité du crédit, les stratégies visant à augmenter les autres revenus et la bonne croissance interne des activités commerciales à marge plus élevée sont les inducteurs importants de la bonne performance financière de la Banque depuis le début de l'exercice.

Analyse des résultats consolidés

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

RÉSUMÉS [1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013
Revenu net d'intérêt	141 249 \$	138 726 \$	144 549 \$	420 831 \$	427 323 \$
Autres revenus	78 396	78 164	76 493	231 813	222 483
Revenu total	219 645	216 890	221 042	652 644	649 806
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 511	5 498	1 140	8 145	3 420
Provisions pour pertes sur prêts	10 500	10 500	9 000	31 500	26 000
Frais autres que d'intérêt	155 973	159 904	176 705	475 010	501 428
Résultat avant impôts sur le résultat	51 661	40 988	34 197	137 989	118 958
Impôts sur le résultat	11 564	9 999	7 213	31 378	25 347
Résultat net	40 097 \$	30 989 \$	26 984 \$	106 611 \$	93 611 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 588	2 501	2 520	8 590	9 112
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	36 509 \$	28 488 \$	24 464 \$	98 021 \$	84 499 \$
Résultat par action dilué	1,27 \$	0,99 \$	0,86 \$	3,42 \$	2,99 \$

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

¹ Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

Éléments d'ajustement

La Banque a désigné certains montants comme étant des éléments d'ajustement et a ajusté les résultats selon les PCGR pour faciliter la compréhension de la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les éléments d'ajustement sont inclus dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque. La Banque évalue la performance sur la base des PCGR et sur une base ajustée et considère que ces deux mesures fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les résultats ajustés et les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Des commentaires sur l'utilisation et les limites de ces mesures figurent à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » ci-après.

INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT [1]

[2]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2013
Incidence sur le résultat net				
Résultat net comme présenté	40 097 \$	30 989 \$	26 984 \$	106 611 \$
Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat				
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle				
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	1 109	1 026	840	2 971
Réévaluation de la contrepartie éventuelle	—	4 100	—	4 100
Frais liés aux regroupements d'entreprises [3]				
Frais liés à l'intégration des sociétés MRS	—	—	3 977	474
Frais liés à l'intégration de la Fiducie AGF	1 149	3 260	6 746	6 835
	2 258	8 386	11 563	14 380
Résultat net ajusté	42 355 \$	39 375 \$	38 547 \$	120 991 \$
Incidence sur le résultat dilué par action				
Résultat dilué par action comme présenté	1,27 \$	0,99 \$	0,86 \$	3,42 \$
Éléments d'ajustement	0,08	0,29	0,41	0,50
Résultat dilué par action ajusté [4]	1,35 \$	1,29 \$	1,27 \$	3,92 \$

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[3] Également appelés frais liés aux transactions et d'intégration.

[4] L'incidence par action des éléments d'ajustement diffère en raison de l'arrondissement pour le trimestre clos le 30 avril 2014.

Trimestre clos le 31 juillet 2014 comparativement au trimestre clos le 31 juillet 2013

Le résultat net a totalisé 40,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,27 \$, pour le troisième trimestre 2014, par rapport à 27,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,86 \$, pour le troisième trimestre 2013. Le résultat net ajusté s'est établi à 42,4 millions \$ pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2014, en hausse par rapport à 38,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2013, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 1,35 \$, par rapport à 1,27 \$ en 2013. Le résultat attribuable aux actionnaires ordinaires au troisième trimestre 2014 comprenait un dividende final sur les actions privilégiées, série 10 rachetées en juin 2014, un dividende régulier sur les actions privilégiées, série 11 et un dividende initial partiel sur les actions privilégiées, série 13 émises en avril 2014. Par conséquent, le calcul du résultat dilué par action comprenait une charge nette non récurrente additionnelle de 1,2 million \$ (ou 0,04 \$ l'action) pour le troisième trimestre 2014.

Revenu total

Le revenu total a diminué de 1,4 million \$, ou 1 %, pour s'établir à 219,6 millions \$ au troisième trimestre 2014, comparativement à 221,0 millions \$ au troisième trimestre 2013, la baisse du revenu net d'intérêt d'un exercice à l'autre ayant été en partie contrebalancée par la hausse des autres revenus.

Le **revenu net d'intérêt** a diminué de 3,3 millions \$, ou 2 %, pour s'établir à 141,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2014, par rapport à 144,5 millions \$ au troisième trimestre 2013, du fait essentiellement de l'incidence sur le revenu du volume plus faible de prêts personnels à marge élevée et des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires résidentiels moins élevées. Dans l'ensemble, les marges ont diminué pour s'établir à 1,65 % au troisième trimestre 2014, par rapport à 1,68 % au troisième trimestre 2013, essentiellement pour les mêmes raisons.

Les **autres revenus** ont augmenté de 1,9 million \$, ou 2 %, pour atteindre 78,4 millions \$ au troisième trimestre 2014, comparativement à 76,5 millions \$ au troisième trimestre 2013. La hausse des revenus tirés des activités de courtage attribuable à l'amélioration des activités de souscription dans le marché des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation, les commissions toujours solides sur les ventes de fonds communs de placement et les commissions sur prêts ont contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre. Ces bons résultats ont été en partie contrebalancés par la diminution des revenus de trésorerie et de marchés financiers, comparativement à la performance particulièrement solide dégagée par les activités de trésorerie au troisième trimestre 2013, et par la baisse des frais de service sur les dépôts alors que les clients ont optimisé leur utilisation des offres de la Banque.

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle

Pour le troisième trimestre 2014, l'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis s'est élevé à 1,5 million \$, en comparaison de 1,1 million \$ au troisième trimestre 2013. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté de 1,5 million \$, pour passer de 9,0 millions \$ au troisième trimestre 2013 à 10,5 millions \$ au troisième trimestre 2014. Les pertes sur prêts sont néanmoins demeurées basses, un niveau qui reflète la qualité globale sous-jacente des portefeuilles de prêts et le contexte du crédit toujours favorable. Voir la rubrique « Gestion des risques » ci-après pour de plus amples renseignements.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 20,7 millions \$ pour s'établir à 156,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2014, comparativement à 176,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2013. Cette diminution reflète principalement la baisse de 13,0 millions \$ des frais liés aux transactions et d'intégration à mesure que les activités d'intégration à B2B Banque tirent à leur fin et une diminution de 5 % des frais autres que d'intérêt ajustés grâce à un contrôle rigoureux des coûts, aux synergies liées aux acquisitions et à la revue de processus.

Les **salaires et avantages du personnel** ont diminué de 6,5 millions \$, ou 7 %, comparativement au troisième trimestre 2013, pour s'établir à 82,9 millions \$ au troisième trimestre 2014, surtout en raison de la réduction de l'effectif découlant des synergies liées aux acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois, de l'optimisation de certaines activités de détail et du siège social au quatrième trimestre 2013 et de la baisse des charges au titre des avantages du personnel. La hausse régulière des salaires a en partie contrebalancé la diminution d'un exercice à l'autre.

Les **frais d'occupation de locaux et technologie** ont augmenté de 1,0 million \$ pour s'établir à 45,5 millions \$ par rapport à ceux du troisième trimestre 2013. L'augmentation découle surtout des frais de technologie plus importants associés à la croissance continue des affaires et aux offres de services virtuels bonifiées.

Les **autres frais autres que d'intérêt** ont diminué de 2,2 millions \$, ou 8 %, en comparaison du troisième trimestre 2013, pour s'établir à 26,0 millions \$ au troisième trimestre 2014. La diminution reflète principalement l'incidence complète des synergies de coûts réalisées dans B2B Banque ainsi que le contrôle rigoureux continu des dépenses discrétionnaires à l'échelle de la Banque en raison du contexte de ralentissement de la croissance des prêts de détail.

Les **frais liés aux transactions et d'intégration** pour le troisième trimestre 2014 ont totalisé 1,6 million \$, par rapport à 14,6 millions \$ il y a un an. Au cours du troisième trimestre 2014, les frais liés aux transactions et d'intégration avaient surtout trait à l'achèvement des processus et à l'harmonisation des produits. L'intégration des activités de la Fiducie AGF et les frais liés aux transactions et d'intégration connexes en sont à la dernière étape et devraient être terminés au quatrième trimestre 2014.

Le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 70,3 % au troisième trimestre 2014, contre 73,3 % au troisième trimestre 2013, les synergies découlant du processus d'intégration, le contrôle continu et rigoureux des coûts et les efforts visant à améliorer les dépenses d'exploitation portant leurs fruits. Par conséquent, le levier d'exploitation ajusté s'est établi à 4,1 % au troisième trimestre 2014, avec des taux de croissance trimestriels calculés par rapport au troisième trimestre 2013.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, les impôts sur le résultat se sont élevés à 11,6 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,4 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, les impôts sur le résultat se sont élevés à 7,2 millions \$, et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,1 %. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, l'augmentation du taux d'imposition effectif d'un exercice à l'autre découlait du niveau relativement plus élevé du revenu imposable au Canada.

Neuf mois clos le 31 juillet 2014 comparativement aux neuf mois clos le 31 juillet 2013

Le résultat net s'est établi à 106,6 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,42 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, par rapport à 93,6 millions \$, ou un résultat dilué par action de 2,99 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. Le résultat net ajusté s'est établi à 121,0 millions \$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2014, par rapport à 116,9 millions \$ en 2013, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 3,92 \$, par rapport à 3,81 \$ en 2013.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 2,8 millions \$ pour atteindre 652,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, comparativement à 649,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. L'augmentation des autres revenus d'un exercice à l'autre a plus que contrebalancé une modeste baisse du revenu net d'intérêt.

Le **revenu net d'intérêt** a diminué de 6,5 millions \$, pour s'établir à 420,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, par rapport à 427,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, du fait essentiellement du volume plus faible de prêts à l'investissement et des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires résidentiels moins élevées. Comparativement à la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, les marges se sont maintenues à 1,66 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, une meilleure composition de prêts ayant contrebalancé la légère compression des marges.

Les **autres revenus** ont augmenté de 9,3 millions \$, ou 4 %, pour s'établir à 231,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, en comparaison de 222,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. Les commissions sur prêts plus élevées découlant de l'intensification des activités et des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts dans le portefeuille de prêts commerciaux ont en partie contribué à cette augmentation d'un exercice à l'autre. Les solides commissions sur la vente de fonds communs de placement ainsi que la hausse des revenus tirés des activités de courtage et des revenus d'assurance ont également contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre. Ces améliorations considérables ont été en partie contrebalancées par la diminution des revenus de trésorerie et de marchés financiers, attribuable essentiellement à la baisse des revenus tirés des activités de négociation au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014.

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle s'est élevé à 8,1 millions \$, en comparaison de 3,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. L'augmentation de la charge en 2014 découle principalement d'une charge non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ comptabilisée au deuxième trimestre pour régler la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF. L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis a totalisé 4,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, comparativement à 3,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté de 5,5 millions \$, pour passer de 26,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013 à 31,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Cette augmentation reflète un retour partiel à la normale du niveau global des pertes sur prêts par rapport aux niveaux très bas de 2013, bien que le niveau demeure encore bas. Voir la rubrique « Gestion des risques » pour de plus amples renseignements.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 26,4 millions \$ pour s'établir à 475,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, comparativement à 501,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. Cette diminution reflète principalement la diminution de 18,3 millions \$ des frais liés aux transactions et d'intégration et une diminution des frais autres que d'intérêt ajustés de la Banque grâce à un contrôle rigoureux des coûts et à l'examen des processus, tel qu'il est susmentionné.

Les **salaires et avantages du personnel** ont baissé de 14,7 millions \$, ou 5 %, pour s'établir à 252,9 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 comparativement à la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, surtout en raison de la réduction de l'effectif découlant des synergies

liées aux acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois et de l'optimisation de certaines activités de détail et du siège social au quatrième trimestre 2013, contrebalancées en partie par la hausse régulière des salaires. Les coûts des régimes de retraite et les dépenses liées aux régimes d'assurance collective moins élevés ont également contribué à la baisse d'un exercice à l'autre.

Les **frais d'occupation de locaux et technologie** ont augmenté de 11,0 millions \$, pour s'établir à 137,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Comme il a été mentionné précédemment, l'augmentation découle principalement de la hausse des coûts de technologie associée à la croissance continue des affaires et aux offres de services virtuels bonifiées. La hausse de la charge d'amortissement associée à l'achèvement de projets de TI liés à la réglementation et celle des coûts de location ont également contribué à l'augmentation.

Les **autres frais autres que d'intérêt** ont diminué de 4,4 millions \$ pour s'établir à 75,1 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, contre 79,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. Comme il a été mentionné précédemment, la grande partie des synergies de coûts liées aux acquisitions s'étant réalisée, la Banque a continué d'exercer un contrôle rigoureux des dépenses discrétionnaires dans un contexte de ralentissement de la croissance.

Les **frais liés aux transactions et d'intégration** pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 ont totalisé 10,0 millions \$ par rapport à 28,3 millions \$ il y a un an et avaient surtout trait aux coûts de conversion des systèmes de TI, aux salaires, aux honoraires professionnels, aux coûts de relocalisation des employés et aux autres frais liés principalement à l'intégration des activités de la Fiducie AGF.

Le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 71,3 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, comparativement à 72,8 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013. Sur la même base, la Banque a généré un levier d'exploitation positif de 2,1 % d'un exercice à l'autre, du fait principalement des synergies de coût liées aux acquisitions, du contrôle continu et rigoureux des coûts, des efforts visant à améliorer ses activités et de l'augmentation des autres revenus.

Impôts sur le résultat

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, la charge d'impôt s'est élevée à 31,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, les impôts sur le résultat se sont élevés à 25,3 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,3 %. L'augmentation d'un exercice à l'autre du taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 découlait du niveau relativement plus élevé du revenu imposable au Canada compte tenu d'une charge non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ comptabilisée au deuxième trimestre 2014 par suite du règlement final de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF.

Trimestre clos le 31 juillet 2014 comparativement au trimestre clos le 30 avril 2014

Le résultat net a totalisé 40,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,27 \$, pour le troisième trimestre 2014, par rapport à 31,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 0,99 \$, pour le deuxième trimestre 2014. Le résultat net ajusté s'est établi à 42,4 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,35 \$, comparativement à 39,4 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,29 \$, pour le deuxième trimestre 2014. Comme il est mentionné précédemment, le calcul du résultat dilué par action au troisième trimestre 2014 comprenait un dividende final sur les actions privilégiées, série 10 rachetées en juin 2014, un dividende régulier sur les actions privilégiées, série 11 et un dividende initial partiel sur les actions privilégiées, série 13 émises en avril 2014, ce qui a entraîné une charge nette non récurrente additionnelle de 1,2 million \$ (ou 0,04 \$ sur une base diluée par action) pour le troisième trimestre 2014.

Le revenu total a augmenté pour s'établir à 219,6 millions \$ au troisième trimestre 2014, comparativement à 216,9 millions \$ pour le trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt a enregistré une hausse séquentielle de 2,5 millions \$, pour s'établir à 141,2 millions \$ au troisième trimestre 2014, du fait principalement que le troisième trimestre comptait trois jours de plus. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une diminution des recouvrements d'intérêts attribuables à des règlements favorables dans le portefeuille de prêts commerciaux au deuxième trimestre 2014. La marge nette d'intérêt a diminué séquentiellement de 3 points de base, pour passer de 1,68 % au deuxième trimestre 2014 à 1,65 % au troisième trimestre 2014, principalement en raison de la baisse des recouvrements d'intérêts.

Les autres revenus ont enregistré une hausse séquentielle de 0,2 million \$, malgré un profit de 3,7 millions \$ à la vente d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux de 102,4 millions \$ au deuxième trimestre 2014. Les frais et commissions plus élevés sur les prêts, la hausse des revenus tirés des services de cartes découlant des activités accrues ainsi que l'augmentation des revenus de trésorerie et des marchés financiers sont les principaux facteurs ayant contribué à l'augmentation.

Le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle s'est élevé à 1,5 million \$ au troisième trimestre 2014, en comparaison de 5,5 millions \$ au trimestre précédent, poste qui comprenait la charge susmentionnée de 4,1 millions \$ comptabilisée par suite du règlement final de la contrepartie éventuelle. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements.

Les provisions pour pertes sur prêts sont demeurées basses, à 10,5 millions \$, au troisième trimestre 2014, soit au même niveau qu'au deuxième trimestre 2014, reflet de la haute qualité continue du portefeuille et des conditions de crédit favorables. Voir la rubrique « Gestion des risques » pour de plus amples renseignements.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 156,0 millions \$ au troisième trimestre 2014, comparativement à 159,9 millions \$ au deuxième trimestre 2014. Les frais liés aux transactions et d'intégration ont diminué, pour s'établir à 1,6 million \$ au troisième trimestre 2014, comparativement à 4,4 millions \$ au deuxième trimestre 2014, et les frais autres que d'intérêt ajustés ont diminué de 1 %, malgré trois jours de plus au troisième trimestre. Sur la même base, la Banque a généré un levier d'exploitation positif séquentiel de 2,0 %, alors que les efforts continus et prudents de contrôle des coûts de la Banque portent leurs fruits.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ [1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2014	AU 31 OCTOBRE 2013	AU 31 JUILLET 2013
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	155 281 \$	208 838 \$	219 480 \$
Valeurs mobilières	4 424 262	4 480 525	4 905 084
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 804 421	1 218 255	741 561
Prêts et acceptations, montant net	27 153 104	27 113 107	27 074 649
Autres actifs	791 087	890 301	816 943
	34 328 155 \$	33 911 026 \$	33 757 717 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	24 212 545 \$	23 927 350 \$	23 866 365 \$
Autres passifs	3 327 750	3 129 918	3 082 116
Dette liée aux activités de titrisation	4 824 777	4 974 714	4 952 060
Dette subordonnée	446 995	445 473	444 962
Capitaux propres	1 516 088	1 433 571	1 412 214
	34 328 155 \$	33 911 026 \$	33 757 717 \$

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

L'actif au bilan s'élevait à 34,3 milliards \$ au 31 juillet 2014, en hausse de 0,4 milliard \$, ou 1 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2013. Au cours des douze derniers mois, l'actif au bilan a augmenté de 0,6 milliard \$.

Liquidités

Les liquidités, y compris la trésorerie, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont totalisé 6,4 milliards \$ au 31 juillet 2014, une hausse de 476,3 millions \$, ou 8 %, comparativement au 31 octobre 2013. Ce niveau plus élevé de liquidités reflète l'obtention de dépôts institutionnels depuis le début de l'exercice dans un contexte de ralentissement de la croissance des prêts, alors que la Banque a maintenu des sources de financement diversifiées en prévision d'une croissance plus forte à l'avenir. Les liquidités, en pourcentage de l'actif total, ont enregistré une légère hausse, à 19 %, par rapport au 31 octobre 2013. La Banque continue de gérer avec prudence le niveau de ses liquidités et de détenir des liquidités suffisantes de diverses sources pour respecter ses obligations financières actuelles et futures, dans des conditions tant normales qu'exceptionnelles.

Prêts

Les prêts et les acceptations bancaires, déduction faite des provisions cumulatives, se sont établis à 27,2 milliards \$ au 31 juillet 2014, en légère hausse par rapport au 31 octobre 2013. Sur la base du montant brut, la croissance interne soutenue des portefeuilles de prêts commerciaux à marge plus élevée a surpassé la diminution dans le portefeuille de prêts à l'investissement, alors que le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels est demeuré inchangé depuis le début de l'exercice. Les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 302,3 millions \$, ou 11 %, depuis le 31 octobre 2013 et de 16 % au cours des douze derniers mois, la Banque ayant continué à accroître ce portefeuille et ayant commencé à bénéficier des résultats du lancement de la nouvelle offre de crédit-bail. Les prêts hypothécaires commerciaux ont augmenté de 82,5 millions \$, ou 3 %, depuis le 31 octobre 2013, malgré une vente de prêts de 102,4 millions \$ au deuxième trimestre 2014, la Banque ayant poursuivi ses efforts visant à développer ce portefeuille. Les prêts personnels ont enregistré une baisse de 329,5 millions \$, ou 5 %, depuis le 31 octobre 2013, imputable essentiellement à la réduction des portefeuilles de prêts à l'investissement. Les prêts hypothécaires résidentiels ont diminué légèrement de 8,7 millions \$ depuis le 31 octobre 2013, du fait essentiellement de l'incidence du ralentissement de la croissance des prêts de détail en 2014 dans l'Est canadien.

Passif

Les dépôts personnels ont atteint 18,8 milliards \$ au 31 juillet 2014, soit une légère baisse par rapport à

19,3 milliards \$ au 31 octobre 2013. Les dépôts d'entreprises et autres ont augmenté de 0,8 milliard \$, ou 17 %, depuis le 31 octobre 2013 pour s'établir à 5,4 milliards \$ au 31 juillet 2014, principalement en raison de nouveaux dépôts obtenus au cours du troisième trimestre 2014, la Banque ayant diversifié encore davantage ses sources de financement. Les dépôts personnels représentaient 78 % du total des dépôts au 31 juillet 2014, soit une légère baisse par rapport à la clôture de l'exercice 2013, la Banque ayant noté une diminution du volume de dépôts de courtiers au bénéfice de dépôts institutionnels à prix plus avantageux. Ce ratio reste tout de même bien au-delà de la moyenne canadienne et aidera à répondre aux exigences en matière de liquidités de Bâle III à venir.

La dette liée aux activités de titrisation et la dette subordonnée n'ont relativement pas changé depuis le 31 octobre 2013 et se sont établies respectivement à 4,8 milliards \$ et 0,4 milliard \$ au 31 juillet 2014.

Capitaux propres

Les capitaux propres se sont élevés à 1 516,1 millions \$ au 31 juillet 2014, comparativement à 1 433,6 millions \$ au 31 octobre 2013. Cette augmentation est principalement attribuable à la contribution du résultat net généré au cours de la période de neuf mois, déduction faite des dividendes déclarés, et à l'incidence nette des opérations d'actions privilégiées présentées ci-après. De plus, l'émission de 304 865 nouvelles actions ordinaires en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions a contribué davantage à l'accroissement des capitaux propres. La valeur comptable par action ordinaire de la Banque¹ a augmenté et s'établissait à 45,10 \$ au 31 juillet 2014, comparativement à 43,19 \$ au 31 octobre 2013. Au 20 août 2014, 28 837 452 actions ordinaires et 20 000 options d'achat d'actions étaient en circulation.

Le 3 avril 2014, la Banque a émis 5 000 000 d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 13, répondant aux exigences de Bâle III (les « actions privilégiées, série 13 »), à un prix de 25,00 \$ l'action, pour un produit brut de 125,0 millions \$, 120,9 millions \$ compte tenu des frais d'émission de 4,1 millions \$ (2,9 millions \$ après impôts sur le résultat), et portant un taux de dividende annuel de 4,3 %. Les actions privilégiées, série 13, qui étaient initialement comptabilisées à titre de passifs au 30 avril 2014, ont été reclassées au cours du troisième trimestre à titre de capitaux propres pour s'aligner sur la présentation retenue par le secteur bancaire canadien et pour mieux répondre aux attentes des parties intéressées. Voir la note 7 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements.

Le 15 juin 2014, la Banque a racheté 4 400 000 actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 10, portant un taux de dividende annuel de 5,3 %, à un prix de 25 \$ l'action, pour un montant total de 110,0 millions \$.

¹ Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a modifié sa définition de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui est maintenant mieux alignée aux exigences réglementaires. Les mesures financières de valeur comptable par action et de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les trimestres clos en 2013 ont été modifiées en conséquence. Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) qui découlent du cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et intitulé *Bâle III : Dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires*. Selon les exigences transitoires de la ligne directrice intitulée Normes de fonds propres du BSIF (la ligne directrice NFP), les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres ont été établis à respectivement 4,0 %, 5,5 % et 8,0 % pour 2014 et, pour la Banque, seront ajustés progressivement pour atteindre respectivement 7,0 %, 8,5 % et 10,5 % d'ici 2019, compte tenu de l'incidence de la réserve de conservation des fonds propres.

Dans sa ligne directrice NFP, le BSIF a indiqué qu'il s'attend à ce que les institutions de dépôts atteignent des ratios cibles de fonds propres sans prise en compte des dispositions transitoires au moins équivalents aux ratios minimums de 2019 majorés de la réserve de conservation (la base « tout compris »). La base « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles. Voir la page 41 du rapport annuel 2013 de la Banque à la rubrique « Gestion du capital » pour des renseignements additionnels sur la mise en œuvre de Bâle III par la Banque.

En août 2013, le BSIF a publié une ligne directrice qui clarifiait l'application de l'ajustement de l'évaluation du crédit (AEC). L'exigence de fonds propres en regard de l'AEC est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014 et prendra effet progressivement sur une période de cinq ans à compter de 2014. Cette ligne directrice, n'a ni ne devrait, avoir aucune incidence importante sur les ratios de fonds propres réglementaires de la Banque.

En avril 2014, le BSIF a publié une ligne directrice NFP révisée, entrant en vigueur immédiatement, qui comprend certaines précisions pour faciliter l'interprétation de la ligne directrice. La nouvelle ligne

directrice n'a pas eu d'incidence importante sur les ratios de fonds propres réglementaires de la Banque.

Comme l'indique le tableau ci-après, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio total des fonds propres, sur une base « tout compris », s'établissent respectivement à 7,7 %, 9,3 % et 12,4 % au 31 juillet 2014. Ces ratios respectent l'ensemble des exigences actuelles.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES [1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcentages (non audité)	AU 31 JUILLET 2014	AU 31 OCTOBRE 2013	AU 31 JUILLET 2013
Fonds propres réglementaires			
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 051 085 \$	1 017 659 \$	1 013 588 \$
Fonds propres de catégorie 1	1 270 718 \$	1 222 863 \$	1 218 734 \$
Total des fonds propres	1 705 687 \$	1 694 167 \$	1 701 438 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques [2]	13 714 954 \$	13 379 834 \$	13 471 849 \$
Ratios des fonds propres réglementaires			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	7,7%	7,6%	7,5%
Ratio des fonds propres de catégorie 1	9,3%	9,1%	9,0%
Ratio total des fonds propres	12,4%	12,7%	12,6%

[1] Les montants sont présentés selon la base « tout compris ». Les fonds propres réglementaires pour 2013 sont présentés comme déposés auprès du BSIF et n'ont pas été ajustés pour tenir compte de l'incidence de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

[2] Calculé au moyen de la méthode standard pour évaluer les exigences de fonds propres afférentes au risque de crédit et au risque opérationnel.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a augmenté pour passer à 7,7 % au 31 juillet 2014, comparativement à 7,6 % au 31 octobre 2013. Comme il a été mentionné précédemment, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a adopté la version modifiée d'IAS 19, *Avantages du personnel*, ce qui a entraîné une réduction du ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires d'environ 0,2 %. Cette incidence a été plus que contrebalancée par les fonds propres générés en interne au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, qui ont accru le total des fonds propres dans l'ensemble, tandis que l'actif pondéré en fonction des risques a légèrement augmenté.

Le 3 avril 2014, la Banque a émis 5 000 000 d'actions privilégiées, série 13, pour un produit net de 120,9 millions \$. Ces actions privilégiées sont pleinement admissibles à titre d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1 selon les exigences de Bâle III en matière de suffisance des fonds propres et la ligne directrice NFP, car elles comprennent une provision au titre des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité. Ces actions privilégiées sont maintenant classifiées à titre de capitaux propres dans le bilan.

Le 15 juin 2014, la Banque a racheté la totalité de ses 4 400 000 actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 10, en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action, pour un montant total de 110,0 millions \$.

Exigence relative au ratio de levier selon Bâle

Les réformes de Bâle III visant les fonds propres sont venues ajouter une exigence en matière de ratio de levier non fondé sur le risque à titre de mesure supplémentaire des exigences de fonds propres fondées sur le risque. Le ratio de levier correspond, selon sa définition actuelle, aux fonds propres de catégorie 1 divisés par l'actif non pondéré au bilan et les engagements, les dérivés et les cessions temporaires de titres, hors bilan, comme il est défini dans les exigences. Il diffère de l'exigence de ratio actifs / fonds propres (RAFP) actuel du BSIF en incluant davantage d'expositions hors bilan et en appliquant une définition plus restreinte des fonds propres (ciblant les fonds propres de catégorie 1 plutôt que le total des fonds propres).

En janvier 2014, le CBCB a publié le texte intégral de la norme relative au ratio de levier de Bâle III et les exigences en matière de divulgation à la suite de l'approbation par son organe directeur. Dans son projet de ligne directrice relative aux exigences en matière de ratio de levier publié en juillet 2014, le BSIF a indiqué qu'il remplacera le RAFP par le nouveau ratio de levier de Bâle III à compter du 1^{er} janvier 2015. Le BSIF devrait publier une version définitive de la ligne directrice relative aux exigences en matière de ratio de levier plus tard cette année. Il est prévu que les institutions de dépôt fédérales maintiennent des ratios de levier selon Bâle III supérieurs à 3 %.

Dividendes

Le 20 août 2014, le conseil d'administration a déclaré le dividende régulier sur les actions privilégiées, série 11 et sur les actions privilégiées, série 13 aux actionnaires inscrits en date du 8 septembre 2014. Au cours de sa réunion tenue le 28 août 2014, le conseil d'administration a déclaré le versement d'un dividende de 0,52 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} novembre 2014 aux actionnaires inscrits en date

du 1^{er} octobre 2014. Ces dividendes seront comptabilisés au quatrième trimestre 2014.

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ [1]

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LE	POUR LES EXERCICES CLOS LES		
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012	31 OCTOBRE 2011
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,52 \$	0,51 \$	0,50 \$	1,54 \$	1,98 \$	1,84 \$	1,62 \$
Ratio du dividende versé [2]	40,9%	51,3%	58,0%	45,0%	52,0%	37,0%	34,8%
Ratio du dividende versé ajusté [2]	38,6%	39,6%	39,4%	39,2%	40,3%	36,9%	32,9%

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Les chiffres comparatifs de 2012 et 2011 n'ont pas été retraités. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Gestion des risques

De par la nature de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques. Ces risques sont liés principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement / risques dans tous les secteurs opérationnels. Pour plus de renseignements, voir la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » à la page 44 du rapport annuel 2013 de la Banque.

Risque de crédit

Les sections suivantes fournissent des renseignements additionnels sur la qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013
Provisions pour pertes sur prêts					
Prêts personnels	4 976 \$	8 003 \$	6 135 \$	17 452 \$	21 648 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	1 606	922	4 645	3 176	6 924
Prêts hypothécaires commerciaux	3 759	(2 508)	(3 141)	4 143	(1 992)
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	159	4 083	1 361	6 729	(580)
	10 500 \$	10 500 \$	9 000 \$	31 500 \$	26 000 \$
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,15%	0,16%	0,13%	0,16%	0,13%

Les provisions pour pertes sur prêts se sont établies à 10,5 millions \$ au troisième trimestre 2014, soit le même niveau qu'au deuxième trimestre 2014 et en hausse de 1,5 million \$ par rapport au trimestre correspondant d'il y a un an. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, les provisions pour pertes sur prêts ont augmenté de 5,5 millions \$ pour s'établir à 31,5 millions \$ contre 26,0 millions \$ pour la période correspondante de 2013. Malgré l'augmentation graduelle par rapport aux niveaux très bas de 2013, les provisions pour pertes sur prêts demeurent peu élevées, signe de la solidité sous-jacente

globale de la qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque et du maintien des faibles taux d'intérêt sur le marché canadien.

Les pertes sur prêts personnels ont diminué de 1,2 million \$ comparativement à celles du troisième trimestre 2013, reflétant essentiellement le bas niveau des provisions dans les portefeuilles de financement aux points de vente et de prêts à l'investissement en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent, compte tenu de la réduction des volumes de prêts. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, les pertes sur prêts personnels ont diminué de 4,2 millions \$, essentiellement en raison de la baisse des pertes provenant de la réduction des volumes de prêts dans les portefeuilles de prêts à l'investissement et de financement aux points de vente. Sur une base séquentielle, les pertes sur prêts personnels ont diminué de 3,0 millions \$, principalement en raison des pertes plus basses chez B2B Banque au troisième trimestre 2014.

Les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont enregistré une baisse de 3,0 millions \$ par rapport au troisième trimestre 2013, les pertes sur prêts en 2013 ayant été touchées par une hausse des provisions à l'égard des propriétés et des projets de développement immobilier résidentiels de taille moyenne. Sur une base séquentielle, les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont enregistré une légère hausse de 0,7 million \$, en cohérence avec la croissance du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels de haute qualité et de catégorie Alt-A de B2B Banque. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont baissé de 3,7 millions \$ d'un exercice à l'autre, essentiellement pour les mêmes raisons que celles susmentionnées.

Les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et prêts commerciaux ont atteint sur une base cumulative 3,9 millions \$ au troisième trimestre 2014, une augmentation de 5,7 millions \$ d'un exercice à l'autre. Notamment, les pertes sur prêts en 2013 ont bénéficié d'un règlement favorable de 3,5 millions \$ relatif à un seul prêt hypothécaire commercial. Sur une base séquentielle, les pertes sur prêts dans ces portefeuilles ont augmenté d'un montant combiné de 2,3 millions \$ provenant de faibles pertes au deuxième trimestre, qui ont bénéficié des recouvrements. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et prêts commerciaux ont totalisé 10,9 millions \$, contre un montant négatif de 2,6 millions \$ pour la période correspondante de 2013. La hausse d'un exercice à l'autre découle principalement de la croissance des portefeuilles sous-jacents de même que des règlements et développements favorables moins élevés en 2014 comparativement à 2013.

PRÊTS DOUTEUX

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 JUILLET 2014	AU 31 OCTOBRE 2013	AU 31 JUILLET 2013
Prêts douteux, montant brut			
Prêts personnels	24 574 \$	13 971 \$	15 008 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	33 110	32 651	25 784
Prêts hypothécaires commerciaux	12 759	14 082	20 774
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	35 546	38 687	36 631
	105 989	99 391	98 197
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts douteux			
Provisions cumulatives individuelles	(27 563)	(34 266)	(35 941)
Provisions cumulatives collectives	(16 414)	(12 049)	(11 541)
	(43 977)	(46 315)	(47 482)
Prêts douteux, montant net	62 012 \$	53 076 \$	50 715 \$
Provisions cumulatives collectives pour pertes sur autres prêts	(78 245) \$	(69 275) \$	(66 608) \$
Prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations			
Montant brut	0,39 %	0,37 %	0,36 %
Montant net	0,23 %	0,19 %	0,19 %

Les prêts douteux bruts se sont établis à 106,0 millions \$ au 31 juillet 2014, en hausse par rapport à 99,4 millions \$ au 31 octobre 2013, mais légèrement en baisse par rapport à 107,3 millions \$ au 30 avril 2014. Dans l'ensemble, l'amélioration constante dans le portefeuille de prêts commerciaux depuis le début de l'exercice a été plus que contrebalancée par l'augmentation des prêts douteux des portefeuilles de prêts personnels. Malgré cet accroissement, les prêts douteux bruts se sont maintenus à un niveau historiquement bas et les emprunteurs continuent de bénéficier du contexte favorable de faibles taux d'intérêt ainsi que des conditions commerciales qui prévalent au Canada.

Depuis le début de l'exercice, les provisions cumulatives individuelles ont diminué de 6,7 millions \$ pour s'établir à 27,6 millions \$, ce qui s'explique principalement par les règlements favorables à l'égard d'un nombre limité de prêts commerciaux douteux. Les provisions cumulatives collectives sur prêts douteux ont augmenté de 4,4 millions \$ au cours de la même période, ce qui est conforme au niveau plus élevé des prêts douteux. Les prêts douteux, montant net, qui correspondent aux prêts douteux, montant brut, moins les provisions cumulatives individuelles et les provisions cumulatives collectives pour pertes sur prêts douteux, se sont élevés à 62,0 millions \$ au 31 juillet 2014, comparativement à 53,1 millions \$ au 31 octobre 2013. Les prêts douteux bruts, qui représentaient 0,39 % des prêts et des acceptations au 31 juillet 2014 et 0,37 % au 31 octobre 2013, continuent d'être bas.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement correspond à la possibilité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Aucune modification importante n'a été apportée au cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement depuis la fin de l'exercice 2013. Le niveau de liquidités et de financement de la Banque continue d'être approprié aux fins de la mise en œuvre de sa stratégie, de sorte que le risque d'illiquidité et de financement demeure largement dans les limites du profil de risque de la Banque.

Évolution de la réglementation en matière de liquidités

En décembre 2010, le CBCB a publié le document intitulé *Bâle III : Dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité*, qui décrit surtout deux nouvelles exigences en matière de liquidité. Ce document stipule que le ratio de liquidité à court terme (LCR) et le ratio de liquidité à long terme net (NSFR) deviendront les normes réglementaires minimales à compter respectivement de janvier 2015 et janvier 2018. D'autres mises à jour des nouvelles exigences ont également été publiées en 2013 et en 2014.

De plus, en janvier 2014, le CBCB a publié son document final intitulé *Liquidity coverage ratio disclosure standards*. Les banques devraient se conformer aux normes de présentation de l'information sur le ratio LCR du CBCB à compter du premier trimestre complet de l'année civile 2015 (soit le deuxième trimestre 2015 pour les banques canadiennes).

En mai 2014, le BSIF a publié une ligne directrice exhaustive de portée nationale, intitulée Normes de liquidité, qui tient compte des normes de liquidité et des outils de suivi du CBCB susmentionnés et a officialisé l'utilisation de l'outil de surveillance des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF). Il est actuellement encore trop tôt pour évaluer l'incidence définitive de ces propositions sur la gestion des liquidités. La Banque élabore actuellement ses systèmes de données et de production de rapports sur les liquidités pour se conformer aux exigences à venir en matière de liquidités. En se fondant sur sa revue préliminaire des nouvelles exigences réglementaires, ainsi que sur ses analyses antérieures, la direction s'attend à ce que la Banque respecte les normes qui devront être appliquées.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (« GAP ») de la Banque.

Les activités de GAP visent à gérer le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence négative potentielle des fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque, tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des fluctuations marquées des taux d'intérêt. Au 31 juillet 2014, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % de l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2014	AU 31 OCTOBRE 2013
Incidence d'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt		
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	8 172 \$	9 984 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (après impôts sur le résultat)	(19 417) \$	(22 746) \$

Comme il est indiqué dans le tableau précédent, la sensibilité aux variations des taux d'intérêt est demeurée faible au 31 juillet 2014. La direction continue de prévoir que les taux à long terme resteront à l'intérieur d'une fourchette étroite pour l'instant. Ces résultats reflètent les efforts pour tirer parti des fluctuations des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations dans les limites de risque approuvées.

Information sectorielle

Cette section fournit un aperçu des activités de la Banque, selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des trois secteurs d'activité suivants : Particuliers et Entreprises, B2B Banque et Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux. Les autres activités de la Banque sont regroupées dans le secteur Autres.

Réalignement des secteurs à présenter

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque présente ses activités de détail et commerciales, qui étaient antérieurement présentées dans les secteurs d'activité Particuliers et PME-Québec, ainsi qu'Immobilier et Commercial, dans le secteur d'activité nouvellement créé Particuliers et Entreprises. Le nouveau secteur d'activité reflète mieux les interactions entre ces activités. De plus, les nouveaux secteurs font en sorte que la présentation de l'information financière de la Banque est davantage conforme à la pratique de l'industrie. Les secteurs d'activité B2B Banque et Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux ne sont pas touchés par ce réaligement. De plus, certaines restructurations mises en œuvre au quatrième trimestre 2013 ont entraîné des ajustements mineurs à la répartition sectorielle. Les chiffres comparatifs ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation actuelle.

Particuliers et Entreprises ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	LES 31 JUILLET 2014	LES 30 AVRIL 2014	LES 31 JUILLET 2013	LES 31 JUILLET 2014	LES 31 JUILLET 2013
Revenu net d'intérêt	99 591 \$	97 592 \$	98 857 \$	295 237 \$	289 530 \$
Autres revenus	50 854	49 110	49 833	148 594	142 130
Revenu total	150 445	146 702	148 690	443 831	431 660
Provisions pour pertes sur prêts	8 759	7 436	6 469	26 449	16 921
Frais autres que d'intérêt	102 355	99 947	108 245	302 111	314 281
Résultat avant impôts sur le résultat	39 331	39 319	33 976	115 271	100 458
Impôts sur le résultat	9 378	9 037	7 838	26 758	22 950
Résultat net	29 953 \$	30 282 \$	26 138 \$	88 513 \$	77 508 \$
Ratio d'efficacité ^[2]	68,0%	68,1%	72,8%	68,1%	72,8%

[1] Les chiffres comparatifs reflètent le réaligement des secteurs à présenter et l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir les notes 2 et 11 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur Particuliers et Entreprises au résultat net a été de 30,0 millions \$ au troisième trimestre 2014, par rapport à 26,1 millions \$ au troisième trimestre 2013.

Le revenu total a augmenté de 1,8 million \$, pour passer de 148,7 millions \$ au troisième trimestre 2013 à 150,4 millions \$ au troisième trimestre 2014. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 0,7 million \$ pour atteindre 99,6 millions \$, ce qui est attribuable à la bonne croissance des portefeuilles de prêts commerciaux à marge plus élevée, en partie contrebalancée par des pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires résidentiels moins élevées. Les autres revenus ont augmenté de 1,0 million \$, pour s'établir à 50,9 millions \$ au troisième trimestre 2014, la hausse des commissions sur la vente de fonds communs de placement et des commissions sur prêts provenant des activités de souscription ayant plus que contrebalancé la diminution des frais de service sur les dépôts.

Les pertes sur prêts ont augmenté de 2,3 millions \$, passant de 6,5 millions \$ au troisième trimestre 2013 à 8,8 millions \$ au troisième trimestre 2014. Le niveau plus élevé de pertes par rapport à il y a un an est principalement attribuable à un règlement favorable de 3,5 millions \$ relatif à un seul prêt comptabilisé à la période correspondante de 2013, le niveau global de pertes sur prêts demeurant bas.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 5,9 millions \$, ou 5 %, passant de 108,2 millions \$ au troisième trimestre 2013 à 102,4 millions \$ au troisième trimestre 2014, du fait surtout de la diminution des salaires et des autres frais attribuable à l'optimisation de certaines activités de détail au quatrième trimestre 2013 et du contrôle rigoureux des dépenses discrétionnaires.

Comparativement au deuxième trimestre 2014, le résultat net a diminué de 0,3 million \$, puisque l'incidence des trois jours de plus au troisième trimestre a été contrebalancée par une hausse des pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et une légère augmentation des impôts sur le résultat.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2014, le résultat net a augmenté de 14 %, passant à 88,5 millions \$, par rapport à 77,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rendement est principalement attribuable à la croissance interne dans le portefeuille des prêts commerciaux, en hausse de 16 % d'un exercice à l'autre, à une bonne progression des autres revenus et à la diminution des frais autres que d'intérêt dans les services aux particuliers, en partie contrebalancées par la hausse des pertes sur prêts. Le ratio d'efficacité a été de 68,1 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, par rapport à 72,8 % pour les neuf mois clos le 31 juillet 2013. Le secteur d'activité a généré un levier d'exploitation positif de 6,7 % d'un exercice à l'autre, signe de l'attention accordée par la Banque au contrôle rigoureux des coûts et à la croissance des autres revenus et des activités commerciales.

B2B Banque ^[1]

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES POUR LES NEUF MOIS CLOS LES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	30 AVRIL		31 JUILLET		31 JUILLET	
	31 JUILLET 2014	2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013	
Revenu net d'intérêt	44 402 \$	43 377 \$	48 249 \$	133 976 \$	144 856 \$	
Autres revenus	8 804	9 107	9 359	27 013	27 299	
Revenu total	53 206	52 484	57 608	160 989	172 155	
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 511	5 498	1 140	8 145	3 420	
Provisions pour pertes sur prêts	1 741	3 064	2 531	5 051	9 079	
Frais autres que d'intérêt [2]	30 553	30 971	32 138	93 100	99 319	
Frais liés aux regroupements d'entreprises [3]	1 564	4 437	14 600	9 950	28 293	
Résultat avant impôts sur le résultat	17 837	8 514	7 199	44 743	32 044	
Impôts sur le résultat	4 802	3 432	1 966	13 193	8 530	
Résultat net	13 035 \$	5 082 \$	5 233 \$	31 550 \$	23 514 \$	
Ratio d'efficacité [4]	60,4 %	67,5 %	81,1 %	64,0 %	74,1 %	
Résultat net ajusté [4]	15 293 \$	13 468 \$	16 796 \$	45 930 \$	46 813 \$	
Ratio d'efficacité ajusté [4]	57,4 %	59,0 %	55,8 %	57,8 %	57,7 %	

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Au cours du premier trimestre 2014, la Banque a ajusté de manière rétroactive sa méthodologie de répartition des frais du siège social. Par conséquent, des frais autres que d'intérêt de 1,0 million \$ (0,7 million \$ après impôts sur le résultat) par trimestre en 2013, auparavant comptabilisés dans le secteur Autres, ont été reclassés dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque.

[3] Frais d'intégration liés à l'intégration des sociétés MRS et de la Fiducie AGF.

[4] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est établie à 15,3 millions \$ au troisième trimestre 2014, soit une baisse de 1,5 million \$ par rapport à une contribution de 16,8 millions \$ au troisième trimestre 2013. Le résultat net comme présenté pour le troisième trimestre 2014 a été de 13,0 millions \$, comparativement à 5,2 millions \$ il y a un an.

Le revenu total a diminué pour s'établir à 53,2 millions \$ au troisième trimestre 2014 comparativement à 57,6 millions \$ au troisième trimestre 2013. Au troisième trimestre 2014, le revenu net d'intérêt a baissé de 3,8 millions \$ par rapport à celui de la période correspondante de 2013, pour s'établir à 44,4 millions \$. Cette baisse est imputable au volume moins élevé des prêts à l'investissement à marge élevée, les investisseurs poursuivant leur processus de désendettement, ainsi qu'à la compression des marges sur certains dépôts. Les autres revenus ont atteint 8,8 millions \$ au troisième trimestre 2014, en baisse de 0,6 million \$ par rapport au troisième trimestre 2013, principalement en raison de la diminution du revenu tiré des comptes autogérés.

Comme il est indiqué ci-dessus, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle a augmenté de 0,4 million \$ pour atteindre 1,5 million \$ au troisième trimestre 2014, en comparaison de 1,1 million \$ au troisième trimestre 2013. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements.

Au troisième trimestre 2014, les pertes sur prêts ont baissé de 0,8 million \$ par rapport au troisième trimestre 2013 et se sont établies à 1,7 million \$. La diminution des provisions pour pertes sur les portefeuilles de prêts à l'investissement attribuable à la réduction des volumes de prêts par rapport à il y a un an a été en partie contrebalancée par l'augmentation des provisions pour pertes sur les autres prêts personnels.

Compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1,6 million \$, ou 5 %, pour s'établir à 30,6 millions \$ au troisième trimestre 2014, par rapport à des frais autres que d'intérêt de 32,1 millions \$ au troisième trimestre 2013, du fait principalement des synergies liées aux acquisitions. Les frais liés aux transactions et d'intégration pour le troisième trimestre 2014 ont diminué de 13,0 millions \$, pour s'établir à 1,6 million \$, et avaient surtout trait à l'achèvement des processus et à l'harmonisation des produits. Les activités d'intégration en sont à la dernière étape et devraient être terminées au quatrième trimestre 2014.

Comparativement au deuxième trimestre 2014, le résultat net ajusté a augmenté de 1,8 million \$, en raison surtout d'une baisse des pertes sur prêts au troisième trimestre 2014 et des trois jours de plus en résultat net. Ces facteurs, combinés à l'incidence favorable de la réduction de l'effectif, de la diminution des frais liés aux transactions et d'intégration ainsi que de la charge non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ comptabilisée au deuxième trimestre pour régler la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF, ont contribué à l'augmentation de 8,0 millions \$ du résultat net comme

présenté par rapport à la période correspondante.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, le revenu net ajusté a été de 45,9 millions \$, soit 0,9 million \$ de moins qu'à la période correspondante de 2013, les facteurs qui ont eu une incidence sur les revenus énumérés ci-dessus ayant été en partie contrebalancés par des frais autres que d'intérêt et des pertes sur prêts moins élevés. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, le résultat net comme présenté a augmenté de 8,0 millions \$, pour s'établir à 31,6 millions \$, principalement du fait des mêmes facteurs susmentionnés et par suite des frais liés aux transactions et d'intégration moins élevés d'un exercice à l'autre.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013
Revenu total	18 492 \$	17 590 \$	16 040 \$	52 247 \$	50 090 \$
Frais autres que d'intérêt	14 341	14 059	13 055	41 487	39 488
Résultat avant impôts sur le résultat	4 151	3 531	2 985	10 760	10 602
Impôts sur le résultat	1 114	947	698	2 887	2 659
Résultat net	3 037 \$	2 584 \$	2 287 \$	7 873 \$	7 943 \$
Ratio d'efficacité [2]	77,6%	79,9%	81,4%	79,4 %	78,8 %

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux au résultat net a augmenté, pour s'établir à 3,0 millions \$ au troisième trimestre 2014, par rapport à 2,3 millions \$ au troisième trimestre 2013. Le revenu total a augmenté de 2,5 millions \$, pour atteindre 18,5 millions \$ au troisième trimestre 2014, par rapport à 16,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2013, ce qui s'explique surtout par l'amélioration des activités dans le marché de prise ferme des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation. La hausse de 1,3 million \$ des frais autres que d'intérêt au troisième trimestre 2014, qui se sont élevés à 14,3 millions \$, est principalement imputable à l'augmentation de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction, ce qui est conforme à la hausse du revenu lié aux marchés.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, le résultat net s'est élevé à 7,9 millions \$, un niveau essentiellement inchangé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le revenu total a augmenté de 2,2 millions \$, pour s'établir à 52,2 millions \$ à la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, du fait surtout que le secteur d'activité a tiré parti des occasions de croissance offertes par le marché de prise ferme des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,0 millions \$, pour s'établir à 41,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, principalement pour les mêmes raisons que celles indiquées ci-dessus.

Secteur Autres^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013
Revenu net d'intérêt	(3 312) \$	(2 749) \$	(3 271) \$	(10 139) \$	(9 528) \$
Autres revenus	814	2 863	1 975	5 716	5 429
Revenu total	(2 498)	114	(1 296)	(4 423)	(4 099)
Frais autres que d'intérêt [2]	7 160	10 490	8 667	28 362	20 047
Perte avant impôts sur le résultat	(9 658)	(10 376)	(9 963)	(32 785)	(24 146)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(3 730)	(3 417)	(3 289)	(11 460)	(8 792)
Perte nette	(5 928) \$	(6 959) \$	(6 674) \$	(21 325) \$	(15 354) \$

[1] Les chiffres comparatifs reflètent le réalignement des secteurs à présenter et l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir les notes 2 et 11 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Au cours du premier trimestre 2014, la Banque a ajusté de manière rétroactive sa méthodologie de répartition des frais du siège social. Par conséquent, des frais autres que d'intérêt de 1,0 million \$ (0,7 million \$ après impôts sur le résultat) par trimestre en 2013, auparavant comptabilisés dans le secteur Autres, ont été reclassés dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque.

Le secteur Autres a inscrit une contribution négative de 5,9 millions \$ au résultat net pour le troisième trimestre 2014, comparativement à une contribution négative de 6,7 millions \$ pour le troisième

trimestre 2013.

Le revenu net d'intérêt est resté pratiquement inchangé à un montant négatif de 3,3 millions au troisième trimestre 2014. Les autres revenus ont diminué pour s'établir à 0,8 million \$ au troisième trimestre 2014, en comparaison de 2,0 millions \$ au troisième trimestre 2013, qui était un trimestre plus robuste des activités de trésorerie et comprenait des profits nets plus élevés sur les valeurs mobilières. Les frais autres que d'intérêt ont diminué pour s'établir à 7,2 millions \$ au troisième trimestre 2014, par rapport à 8,7 millions \$ au troisième trimestre 2013, du fait essentiellement de la baisse des frais non répartis.

Sur une base séquentielle, la perte nette s'est améliorée de 1,0 million \$, la diminution des frais autres que d'intérêt ayant plus que contrebalancé l'incidence du profit à la vente de prêts hypothécaires commerciaux de 2,5 millions \$ comptabilisé au deuxième trimestre 2014.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, la contribution négative au résultat net a été de 21,3 millions \$, comparativement à une contribution négative de 15,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation de 8,3 millions \$ des frais autres que d'intérêt par rapport à ceux de 2013. L'augmentation des frais autres que d'intérêt découle principalement des frais de technologie non répartis liés aux nouveaux projets d'amélioration de l'infrastructure de TI et des services en ligne.

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)

	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JANVIER 2014	31 OCTOBRE 2013	31 JUILLET 2013	30 AVRIL 2013	31 JANVIER 2013	31 OCTO 2013
Revenu net d'intérêt	141 249 \$	138 726 \$	140 856 \$	141 437 \$	144 549 \$	140 430 \$	142 344 \$	141 249 \$
Autres revenus	78 396	78 164	75 253	74 094	76 493	74 420	71 570	69 210
Revenu total	219 645	216 890	216 109	215 531	221 042	214 850	213 914	210 459
Profit d'acquisition, amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 511	5 498	1 136	1 006	1 140	1 224	1 056	(23 000)
Provisions pour pertes sur prêts	10 500	10 500	10 500	10 000	9 000	9 000	8 000	7 000
Frais autres que d'intérêt	155 973	159 904	159 133	172 651	176 705	161 630	163 093	163 093
Résultat avant impôts sur le résultat	51 661	40 988	45 340	31 874	34 197	42 996	41 765	60 366
Impôts sur le résultat	11 564	9 999	9 815	6 008	7 213	9 157	8 977	10 000
Résultat net	40 097 \$	30 989 \$	35 525 \$	25 866 \$	26 984 \$	33 839 \$	32 788 \$	50 366 \$
Résultat par action								
de base	1,27 \$	0,99 \$	1,16 \$	0,82 \$	0,86 \$	1,05 \$	1,07 \$	1,07 \$
dilué	1,27 \$	0,99 \$	1,16 \$	0,82 \$	0,86 \$	1,05 \$	1,07 \$	1,07 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires [2]	11,2%	9,2%	10,5%	7,6%	8,1%	10,4%	10,3%	10,3%

Actif au bilan (en millions de dollars canadiens)	34 328 \$	34 261 \$	33 631 \$	33 911 \$	33 758 \$	34 480 \$	34 252 \$	3
Mesures financières ajustées								
Résultat net ajusté [2]	42 355 \$	39 375 \$	39 261 \$	33 919 \$	38 547 \$	39 247 \$	39 116 \$	3
Résultat dilué par action ajusté [2]	1,35 \$	1,29 \$	1,29 \$	1,10 \$	1,27 \$	1,24 \$	1,30 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté [2]	11,9%	11,9%	11,7%	10,2%	12,0%	12,2%	12,5%	

[1] Les chiffres comparatifs de 2013 tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Les chiffres comparatifs de 2012 n'ont pas été retraités. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Méthodes comptables

Un sommaire des principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque est présenté aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2013. Une analyse des méthodes et estimations comptables critiques qui portent sur les principaux montants comptabilisés dans les états financiers consolidés ou sur lesquels la direction doit porter un jugement figure aux pages 62 à 65 du rapport annuel 2013. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le troisième trimestre 2014 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables, à l'exception des modifications de normes comptables présentées ci-après.

Modifications de normes comptables

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a adopté de nouvelles normes et des modifications à des normes existantes sur les avantages du personnel, la consolidation, l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir sur la compensation de contrats. La note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications à des normes existantes.

Modifications de normes comptables à venir

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications à des normes existantes sur les instruments financiers, la compensation et les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Ces modifications de normes comptables à venir s'appliqueront pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2014, au plus tôt. La Banque évalue en ce moment l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers. La note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications à des normes existantes.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du troisième trimestre clos le 31 juillet 2014, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le conseil d'administration et le comité d'audit de la Banque Laurentienne ont examiné ce document avant sa diffusion.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les mesures

financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a modifié sa définition des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, comme il est précisé ci-après. Toutes les mesures financières pour les trimestres et l'exercice clos en 2013 ont été modifiées en conséquence.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires sont définis comme le total de la valeur des actions ordinaires, des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, compte non tenu des réserves de couvertures de flux de trésorerie. Cette définition est maintenant mieux alignée aux exigences réglementaires.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif total moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt. Les taux de croissance trimestriels sont calculés de façon séquentielle (c.-à-d. les données de la période considérée par rapport à celles du trimestre précédent). Les taux de croissance depuis le début de l'exercice sont calculés d'un exercice à l'autre (c.-à-d. les taux de la période considérée par rapport aux taux de la période correspondante de l'exercice précédent).

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes déclarés par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures financières ajustées

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités de base de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement, qui sont présentés dans le tableau qui figure à la rubrique « Éléments d'ajustement ».

La majorité des éléments d'ajustement ont trait aux profits et aux dépenses découlant des acquisitions. Le profit d'acquisition et l'amortissement connexe de la prime nette sur les instruments financiers acquis sont considérés comme des éléments d'ajustement puisque la direction considère qu'ils représentent des ajustements importants sans effet de trésorerie et qu'ils ne sont pas récurrents. La réévaluation de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF et les frais liés aux transactions et d'intégration relatifs aux sociétés MRS et à la Fiducie AGF ont été désignés comme étant des éléments d'ajustement en raison de l'importance des montants et du fait qu'ils ne sont pas récurrents.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à la grandeur du Canada. Reconnue pour l'excellence de son service, sa proximité et sa simplicité, la Banque sert un million et demi de clients à travers le pays. Fondée en 1846, la Banque figure dans l'édition 2014 du palmarès *Les meilleurs employeurs de Montréal* qui met à l'avant-scène 25 entreprises montréalaises offrant un environnement de travail enviable. Elle emploie présentement 3 700 personnes qui font d'elle un joueur solide dans plusieurs segments de marché.

La Banque se démarque par l'excellence de son exécution et son agilité. Ainsi, elle dessert les particuliers, tant par l'entremise de ses services en succursale que par une offre virtuelle en évolution constante. Elle jouit également d'une solide réputation auprès des PME, des entreprises et des promoteurs immobiliers, grâce à sa présence grandissante à travers le Canada et ses solides équipes

situées en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. Sa filiale B2B Banque est quant à elle un leader canadien dans la fourniture de produits et services bancaires et d'investissements aux conseillers financiers et aux courtiers, tandis que l'expertise et l'efficacité des services de courtage de Valeurs mobilières Banque Laurentienne sont largement reconnues à la grandeur du pays. Elle gère un actif au bilan de plus de 34 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 41 milliards \$.

Accès aux documents traitant des résultats trimestriels

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué de presse, les états financiers consolidés intermédiaires, l'information financière supplémentaire et notre rapport aux actionnaires qui sont disponibles sur notre site Web à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le jeudi 28 août 2014. Un numéro de téléphone sans frais 416 204-9702 ou 1 800 524-8850 permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le jeudi 28 août 2014, à compter de 17 h, jusqu'à 17 h, le 26 septembre 2014, au numéro 647 436-0148 ou 1 888 203-1112, code 8535586. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour l'exercice clos le 31 juillet 2014, y compris les notes des états financiers consolidés, sont également disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2014	AU 31 OCTOBRE 2013	AU 31 JUILLET 2013
ACTIF			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	86 811 \$	82 836 \$	91 090 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	68 470	126 002	128 390
Valeurs mobilières			
Disponibles à la vente	2 096 307	1 679 067	2 077 626
Détenues jusqu'à l'échéance	97 786	648 874	609 236
Détenues à des fins de transaction	2 230 169	2 152 584	2 218 222
	4 424 262	4 480 525	4 905 084
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 804 421	1 218 255	741 561
Prêts			
Personnels	6 915 950	7 245 474	7 411 683
Hypothécaires résidentiels	14 726 535	14 735 211	14 696 426
Hypothécaires commerciaux	2 571 309	2 488 826	2 444 977
Commerciaux et autres	2 700 858	2 488 137	2 371 945
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	360 674	271 049	263 708
	27 275 326	27 228 697	27 188 739
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(122 222)	(115 590)	(114 090)
	27 153 104	27 113 107	27 074 649
Autres			
Immobilisations corporelles	72 250	73 261	71 054
Dérivés	119 810	126 617	102 556
Goodwill	64 077	64 077	64 077
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	209 764	197 594	178 585
Actif d'impôt différé	14 886	21 588	28 222
Autres actifs	310 300	407 164	372 449
	791 087	890 301	816 943
	34 328 155 \$	33 911 026 \$	33 757 717 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts			
Particuliers	18 782 447 \$	19 282 042 \$	19 249 777 \$
Entreprises, banques et autres	5 430 098	4 645 308	4 616 588
	24 212 545	23 927 350	23 866 365

Autres			
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	1 579 354	1 464 269	1 433 525
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	480 899	339 602	383 886
Acceptations	360 674	271 049	263 708
Dérivés	94 621	102 041	87 040
Passif d'impôt différé	517	9 845	7 770
Autres passifs	811 685	943 112	906 187
	3 327 750	3 129 918	3 082 116
Dette liée aux activités de titrisation	4 824 777	4 974 714	4 952 060
Dette subordonnée	446 995	445 473	444 962
Capitaux propres			
Actions privilégiées	219 633	205 204	205 146
Actions ordinaires	460 757	446 496	442 447
Réserve pour paiements fondés sur des actions	91	91	91
Résultats non distribués	824 925	776 256	762 147
Cumul des autres éléments du résultat global	10 682	5 524	2 383
	1 516 088	1 433 571	1 412 214
	34 328 155\$	33 911 026\$	33 757 717\$

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

État du résultat consolidé [1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013
Revenu d'intérêt					
Prêts	266 872\$	260 326\$	274 778\$	796 282 \$	816 352\$
Valeurs mobilières	9 922	10 136	13 053	30 379	46 359
Dépôts auprès d'autres banques	201	194	314	576	1 727
Autres, incluant les dérivés	10 403	10 167	10 217	30 758	34 863
	287 398	280 823	298 362	857 995	899 301
Frais d'intérêt					
Dépôts	112 232	108 811	115 561	335 063	349 509
Dette liée aux activités de titrisation	29 758	29 140	33 950	89 427	109 338
Dette subordonnée	4 038	3 933	4 033	12 002	11 984
Autres	121	213	269	672	1 147
	146 149	142 097	153 813	437 164	471 978
Revenu net d'intérêt	141 249	138 726	144 549	420 831	427 323
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	35 983	32 964	35 033	103 702	98 087
Revenus tirés des activités de courtage	16 667	16 992	14 449	48 866	45 494
Revenus liés aux comptes d'investissement	7 772	8 343	8 249	24 142	24 001
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	7 546	7 151	5 848	21 277	16 403
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	3 909	2 766	5 840	11 014	15 782
Revenus d'assurance, montant net	4 670	4 744	4 793	14 047	12 603
Autres revenus	1 849	5 204	2 281	8 765	10 113
	78 396	78 164	76 493	231 813	222 483
Revenu total	219 645	216 890	221 042	652 644	649 806
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 511	5 498	1 140	8 145	3 420

Provisions pour pertes sur prêts	10 500	10 500	9 000	31 500	26 000
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages du personnel	82 938	84 407	89 457	252 885	267 593
Frais d'occupation de locaux et technologie	45 465	45 642	44 491	137 047	125 998
Autres	26 006	25 418	28 157	75 128	79 544
Frais liés aux regroupements d'entreprises	1 564	4 437	14 600	9 950	28 293
	155 973	159 904	176 705	475 010	501 428
Résultat avant impôts sur le résultat	51 661	40 988	34 197	137 989	118 958
Impôts sur le résultat	11 564	9 999	7 213	31 378	25 347
Résultat net	40 097\$	30 989\$	26 984\$	106 611 \$	93 611\$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 588	2 501	2 520	8 590	9 112
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	36 509\$	28 488\$	24 464\$	98 021 \$	84 499\$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	28 775	28 677	28 385	28 674	28 280
dilué	28 783	28 684	28 393	28 681	28 291
Résultat par action					
de base	1,27\$	0,99\$	0,86\$	3,42 \$	2,99\$
dilué	1,27\$	0,99\$	0,86\$	3,42 \$	2,99\$
Dividendes déclarés par action					
Actions ordinaires	0,52\$	0,51\$	0,50\$	1,54 \$	1,48\$
Actions privilégiées - série 9	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	0,75\$
Actions privilégiées - série 10	0,33\$	0,33\$	0,33\$	0,98 \$	0,98\$
Actions privilégiées - série 11	0,25\$	0,25\$	0,25\$	0,75 \$	0,66\$
Actions privilégiées - série 13	0,22\$	s. o.	s. o.	0,22 \$	s. o.

^[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

État du résultat global consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET	30 AVRIL	31 JUILLET	31 JUILLET	31 JUILLET
	2014	2014	2013	2014	2013
Résultat net	40 097\$	30 989\$	26 984\$	106 611 \$	93 611\$
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	2 453	5 941	(5 277)	9 152	(2 677)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(1 532)	(1 236)	(685)	(3 829)	(2 570)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2 254	(4 965)	(21 484)	(165)	(26 598)

	3 175	(260)	(27 446)	5 158	(31 845)
Éléments qui ne pourraient ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	(6 508)	(2 012)	19 832	(2 886)	15 542
Résultat global	36 764 \$	28 717 \$	19 370 \$	108 883 \$	77 308 \$

Impôts sur le résultat— Autres éléments du résultat global

Les impôts sur le résultat liés à chaque composante des autres éléments du résultat global sont présentés dans le tableau suivant.

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2014	30 AVRIL 2014	31 JUILLET 2013	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2013
Charge (recouvrement) d'impôt lié à :					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	831 \$	2 103 \$	(1 838) \$	3 177 \$	(897) \$
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(558)	(449)	(252)	(1 397)	(945)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	829	(1 808)	(7 839)	(54)	(9 710)
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	(2 386)	(738)	7 273	(1 058)	5 700
	(1 284) \$	(892) \$	(2 656) \$	668 \$	(5 852) \$

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

État de la variation des capitaux propres consolidé [1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 JU						RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS
	RÉSERVES POUR LE CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL						
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL	
Solde au 31 octobre 2013	205 204 \$	446 496 \$	776 256 \$	9 536 \$	(4 012) \$	5 524 \$	91 \$
Résultat net			106 611				
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)							
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				9 152		9 152	

Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(3 829)		(3 829)	
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie						(165)	(165)
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel			(2 886)				
Résultat global			103 725	5 323	(165)	5 158	
Émission d'actions	122 071	14 261					
Rachat d'actions	(107 642)		(2 358)				
Dividendes							
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(8 590)				
Actions ordinaires			(44 108)				
Solde au 31 juillet 2014	219 633\$	460 757\$	824 925\$	14 859\$	(4 177)\$	10 682\$	91\$

POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 JU
RÉSERVES POUR LE CUMUL DES AUTRES
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	ACTIONS PRIVILÉGIÉES	ACTIONS ORDINAIRES	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL	RÉSERVE POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES (
Solde au 1 novembre 2012	303 249\$	428 526\$	706 035\$	12 201\$	22 027\$	34 228\$	227\$
Résultat net			93 611				
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)							
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(2 677)		(2 677)	

Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente				(2 570)		(2 570)	
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					(26 598)	(26 598)	
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel			15 542				
Résultat global			109 153	(5 247)	(26 598)	(31 845)	
Émission d'actions	(218)	13 921					(136)
Rachat d'actions	(97 885)		(2 115)				
Dividendes Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(9 112)				
Actions ordinaires			(41 814)				
Solde au 31 juillet 2013	205 146\$	442 447\$	762 147\$	6 954\$	(4 571)\$	2 383\$	91\$

[1] Les chiffres comparatifs tiennent compte de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

SOURCE Banque Laurentienne du Canada

Pour plus d'informations: Renseignements :

Chef de la direction financière : Michel C. Lauzon, 514 284-4500, poste 7997

Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514 284-4500, poste 7511; cell. : 514 893-3963

<https://presse.banquelaurentienne.ca/2014-08-28-La-Banque-Laurentienne-declare-ses-resultats-du-troisieme-trimestre>